

28

APPEL

AUX

OUVRIERS MINEURS

PAR

Léon TROCLET, député de Liège

ET

Alfred LABOULE, député permanent

BROCHURE

DE PROPAGANDE SYNDICALE ET MUTUELLISTE

ÉDITÉE PAR LA

Société de Secours Mutuels l'UNION DES MINEURS 

de Liège et des Environs

Siège social : POPULAIRE, 3, quai de la Goffe

Prix : 2 centimes

GAND

SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE « VOLKSDRUKKERIJ », RUE HAUT-PORT, 29

1903

Le meilleur remède
CONTRE
L'ANKYLOSTOMASIE

(dite le ver des Mineurs)

contre l'Ankrose, contre la Tuberculose

dite langueur, etc.

**C'est l'hygiène qui ne se trouve à aucune
4^e page des journaux.**

Parti Ouvrier belge

AUX TRAVAILLEURS DE LA MINE

Chers Compagnons,

De tous les ouvriers, vous êtes certainement ceux qui avez le plus à souffrir du régime capitaliste. Exposés aux mille dangers des travaux souterrains, vous n'avez pas même un salaire suffisant pour vivre convenablement de votre travail. Le but que poursuivent les patrons est de vous faire travailler beaucoup pour peu d'argent : ils cherchent tous les moyens et profitent de toutes les occasions pour diminuer vos salaires. Vous le savez déjà, la puissance de l'organisation syndicale vous permet seule de lutter pour l'augmentation de vos salaires.

Mais cette question primordiale des salaires n'est pas tout. En effet, les accidents de travail sont nombreux au fond des mines ; l'humidité, le manque d'air et l'absence de mesures hygiéniques dans certains charbonnages occasionnent aux ouvriers mineurs des maladies de tous genres : Rhumatismes, maladie de la poitrine, ankylostomiasie, etc.

Cette dernière maladie surtout — **le ver des mineurs**, comme on dit — cause depuis quelques années beaucoup de mal aux travailleurs de la mine.

Déjà la majorité radico-socialiste du conseil provincial de Liège a voté annuellement une somme de

20,000 francs pour donner des secours aux plus malheureuses victimes de cette désagréable maladie.

Mais cela ne suffit pas. Les mineurs doivent aussi s'aider entr'eux.

* * *

Lorsqu'un ouvrier est malade ou sans travail, c'est la gêne, la misère ou les privations pour lui et toute sa famille.

C'est pour porter secours, c'est-à-dire venir en aide aux houilleurs malades que le syndicat des mineurs de Liège a formé la société de secours mutuels : *L'Union des Mineurs de Liège et des environs*.

Fondée en 1900, cette utile institution qui compte déjà bon nombre de membres, a souvent rendu de grands services à ses adhérents qui ont eu le malheur de tomber dans la détresse. — Depuis deux ans plus de deux mille francs ont été donnés en indemnité.

Grâce à la mutualité et à la solidarité ouvrière beaucoup de mineurs ont senti leur misère diminuer et ont pu prendre le temps nécessaire pour se guérir tout en donnant du pain à leurs vieux parents, à leurs femmes et à leurs enfants.

Par la mutualité, la dignité de l'ouvrier est complète et il n'a pas à subir de l'humiliation de la charité privée.

Camarades, ouvriers mineurs

Lisez bien ceci

La Société de Secours Mutuels *L'Union des Mineurs de Liège et des environs* **accorde :**

1,50 fr. par jour de maladie à ceux qui versent une cotisation de 1,50 par mois. Cette indemnité de 1,50 fr. est versée au membre malade pendant 6 mois. Mais la Société n'abandonne pas ses adhérents frappés par le malheur. Au contraire elle leur verse encore 1 fr. par jour pendant les 6 mois qui suivent les 6 premiers et elle accorde 0,50 fr. par jour pendant la deuxième année de maladie.

La Mutualité L'Union des Mineurs de Liège

et des environs accorde donc pendant 2 ans des secours à ses membres malades.

La Société apporte encore d'autres avantages à ses affiliés :

a) Tout membre atteint de maladie et n'ayant pas le délai exigé par le charbonnage pour avoir droit aux soins médicaux et pharmaceutiques pourra se faire soigner par les docteurs agréés par la Société aux frais de celle-ci jusqu'à concurrence de 1 fr. par visite et de 5 fr. pour une opération chirurgicale.

b) En cas de mort de l'un de ses membres la Société accorde à la veuve ou à ses héritiers, les sommes suivantes selon le laps de temps que les membres font partie de la Société, savoir :

Une somme de 20 fr. un an après son affiliation, 30 fr. après deux ans, 40 fr. après 3 ans et 50 fr. après 4 ans; les sommes sont remises aux ayants-droits ainsi qu'il suit : 1^o Au père ou à la mère du membre décédé, si le fils habite sous le toit paternel: 2^o à sa veuve et à ses orphelins. (1)

Le Comité étudie l'organisation du service médical gratuit à toute la famille et le service pharmaceutique au membre.

Camarades ouvriers mineurs,

Nous pensons que tous les avantages que nous venons de vous soumettre valent la peine d'attirer votre attention. Si vous y réfléchissez sérieusement, nous avons l'espoir que vous ne tarderez pas à vous faire inscrire en grand nombre à **l'Union des Mineurs de Liège et des environs.**

LÉON TROCLET,

P. S. — Adressez les adhésions au Comité, local : Quai de la Goffe, 3.

(1) Un bureau de consultation et de renseignements gratuits est ouvert tous les vendredis de 7 à 9 heures du soir au local : Quai de la Goffe, 3.

Plus la législature s'occupera des travailleurs, plus ceux-ci auront de raisons de s'organiser.

Tant valent ceux qui sont chargés d'appliquer une loi, tant vaut celle-ci : cette réflexion, que nous nous faisons avant de donner dans le combat la traduction d'un article très documenté sur les rentes des mineurs accidentés en Allemagne, s'impose encore à notre esprit quand nous lisons l'analyse rapide — mais combien suggestive, cependant, — que Louis Bertrand a faite dernièrement dans « l'Avenir Social » du projet de loi sur les accidents de travail, déposé par le Gouvernement.

La chambre s'en occupera sous peu ; ce projet deviendra sans nul doute, ni sans grande modification, un texte légal. Est-il trop tôt pour examiner quelle sera alors la situation faite au travailleur ? Et quelle conduite il devra tenir pour en tirer le meilleur parti possible ? Nous ne le croyons pas. Nous estimons qu'il ne peut être oisieux d'examiner ces deux questions dès à présent.

A l'opposé de la situation actuelle, le travailleur n'aura plus à faire la preuve devant les tribunaux, que l'accident qui l'a atteint est imputable à son patron conformément aux articles 1382 à 1386 du Code civil. Pourrait-il pour cela se croiser les bras, certain que si un accident lui arrive il sera indemnisé ? Nous le plaindrions fort s'il se berçait de cette illusion.

Et, d'abord, si la loi en projet reconnaît à l'ouvrier accidenté le droit à une réparation, elle n'impose pas à l'employeur l'obligation de se prémunir — par l'assurance — contre le risque-accident inhérent à son entreprise ; il est libre de s'assurer ou pas.

Certes, l'ouvrier ne perd pas son droit pour cela ; seulement cette liberté laissée aux patrons aura, dans de nombreux cas, pour conséquence, que son indemnité lui échappera.

Un exemple où ce fait saute aux yeux : le texte dit :
« qu'en cas d'accident ayant occasionné la mort, il sera payé à la veuve, une indemnité pour frais de funérailles plus une rente viagère égale au quart du salaire moyen de l'accidenté. »
Cette clause n'a de sanction que si le patron est tenu de déposer le capital nécessaire pour assurer le paiement de cette rente.

Or, supposez un petit atelier où un ouvrier âgé de 30 à 35 ans, gagnant quatre francs par jour, soit tué.

Le capital nécessaire pour garantir le paiement de la rente viagère à servir à la veuve s'élèverait de 12,000 à 14,000 francs.

Et, si le patron ne les possède pas?

Et, si les le possédant, il veut recourir à des chicanes de procédure ou quelque stratagème — tel celui employé par les commerçants malhonnêtes qui, sentant qu'ils vont être acculés à la faillite, mettent tout ce qu'ils possèdent sous le nom de l'un ou l'autre membre de leur famille — pour se soustraire à ses obligations?

Que fera encore l'ouvrier isolé, sans ressources, sans connaissance approfondie de ses droits? Compter sur une intervention d'office en sa faveur? Le bon billet!

C'est sur lui même qu'il doit compter; c'est-à-dire sur des organismes dont il fait partie, qui se substitueront à lui pour poursuivre la recherche de ses intérêts.

Voyez comme éclate encore ici la nécessité de se réunir, de se grouper, c'est-à-dire de s'organiser!

Voyez — indépendamment des services qu'elles peuvent rendre en temps ordinaire — de quels secours seraient des sociétés de secours mutuels outillées à cette fin!

La loi y serait étudiée à fond; les cas les plus controversés devant les tribunaux y seraient observés; la jurisprudence qui s'établirait, suivie pas à pas, et le secrétaire — rapidement familiarisé avec la procédure — serait chargé d'aller représenter les camarades devant la justice. De cette façon, bien retors seraient

les patrons qui échapperaient à leurs responsabilités. Est-il rien qui s'oppose, du reste, à ce qu'une caisse à part, affectée et alimentée spécialement à cette fin soit constituée? Et qu'en attendant que le vote de la loi sur les accidents soit chose acquise, elle soit utilisée à soutenir, devant les tribunaux, la cause des travailleurs accidentés forcés d'établir la responsabilité civile de leurs maîtres.

Soit dit en passant, ce qui est vrai pour la future loi sur les accidents du travail l'est tout autant pour n'importe quelle loi dite « ouvrière ».

Autre point : en Allemagne, où la réparation des accidents est obligatoire, il a été maintes fois constaté que les médecins faisaient, sans raison, des rapports défavorables aux travailleurs. Il a même été signalé des cas où ces rapports étaient faits, sur le vu des pièces du dossier, sans que l'accidenté eut été visité. Il y a plus : des travailleurs ont été déboutés de leurs demandes de pension sous **prétexte qu'ils simulaient** leur incapacité de travail.

Mais ici, si le juge de paix est appelé à se prononcer, d'après quoi le fera-t-il, sinon d'après les dires de l'homme de l'art appelé à constater l'accident?

Qui nous dit que les médecins délégués seront toujours plus consciencieux de ce côté ci que de ce côté là de la frontière?

Sentez-vous encore ici la nécessité d'un contrôle et partant de bien connaître — car la matière est délicate — la procédure à suivre? Ce sera encore le rôle d'un bon secrétaire de mutualité.

Et quand il s'agira d'aller en appel?

Et quand, après jugement ou conciliation, l'état du blessé s'aggravera, auquel cas un réappel pourra — d'après le projet — être ouvert endéans les trois ans?

Nous pourrions allonger encore la liste des questions pour la solution rapide et certaine desquelles les associations de travailleurs devraient s'outiller.

Bornons-nous là; c'est suffisant pour établir que

faute de s'engager résolument dans cette voie, il arrivera certainement très souvent que la réparation des accidents sera nulle ou manifestement insuffisante et que ce que la loi aurait pu donner de bon, sera annihilé par sa mauvaise application.

Organisez-vous donc, compagnons : c'est-à-dire, armez-vous ! N'oubliez pas que seuls les forts sont craints.

Or pour être forts, vous devez vous unir.

A. LABOULLE.

Si vous êtes convaincu et que vous désirez entrer parmi nous, c'est-à-dire membre de la *Société mutuelle des Mineurs*, il suffit de détacher ce papier et de vous présenter chez un de nos médecins qui vous examinera gratuitement.

Après cet examen présentez-vous tous les Vendredis de 7 à 9 h. du soir ou le premier Dimanche de chaque mois au local *La Populaire*, Quai de la Goffe, 3, où l'on vous inscrira comme membre.

Société Mutuelle L'UNION DES MINEURS DE LIÈGE ET DES ENVIRONS

Siège social : LA POPULAIRE, Quai de la Goffe, 3.

BULLETIN D'ADMISSION

Nom du membre

profession

domicile à

Moi, soussigné, déclare avoir examiné le

et le trouver exempt' de toute affection et certifie qu'il peut être admis comme membre de la Société.

SIGNATURE :

DOCTEURS : DELCOMINETTE, rue des Croisessin, 3.
Consultation de 8 à 9
et de 1 à 3 h. LAMBINET, rue Reynier, 37.
STENCHUYEN, boulevard Saucy.

Observations :

Belgische Werkliedenpartij

AAN DE MIJNWERKLIEDEN

Waarde Gezellen,

Van al de werklieden zijt gij het zeker die het meest te lijden hebt van het kapitalistisch regiem. Blootgesteld aan de duizende gevaren van de onderaardsche werken, verdient gij nog geen toereikend loon genoeg om behoorlijk van uwen arbeid te leven. Het doel dat de patroons beoogen is van u veel te doen arbeiden voor weinig geld : zij zoeken alle middelen en maken van al de gelegenheden gebruik om uwe loonen te verminderen. Gij weet het reeds, de macht der syndikale vereeniging alleen stelt u in staat te strijden voor de vermeerdering van uwe loonen. Maar deze belangrijke kwestie der loonvermeerdering is niet de eenige die u belang moet inboezemen. Inderdaad, de ongelukken bij 't werk zijn talrijk in de mijnen; de vochtigheid, het gebrek aan lucht en het gemis aan gezondheidsvoorzorgen in zekere koolmijnen, veroorzaken bij de mijnwerklieden allerhande ziekten : rhumatisme, borstkwalen, ankylostomasie, enz.

Deze laatste ziekte vooral — **de worm der mijnwerkers**, zooals men zegt — berokkent sedert eenige jaren veel lijden aan de werkers der mijnen.

Reeds heeft de radico-socialistische meerderheid van den provincialen raad van Luik eene jaarlijksche toelage van 20,000 franken gestemd om hulp te verleen aan de ongelukkigste slachtoffers dezer ziekte.

Maar dat is niet voldoende, de mijnwerkers moeten zich insgelijks ondereen helpen.

Wanneer een werkmán ziek is of zonder werk valt, dan is het de kommer, de armoede of de ontberingen voor hem en geheel zijne familie.

'T is om de mijnwerkers te helpen in geval van ziekte dat het mijnwerkerssyndikaat van Luik de maatschappij van Onderlingen bijstand l'Union des Mineurs van Luik en omstreken gesticht heeft.

Gesticht in 1900, heeft deze nuttige inrichting die reeds een groot getal leden telt, dikwijls groote diensten bewezen aan hare leden die het ongeluk gehad hebben in den nood te verkeerén. — Sedert twee jaren zijn meer dan twee duizend franken als onderstand uitgekeerd geweest.

Dank aan de mutualiteit en aan de solidariteit der werklíeden hebben vele mijnwerkers hunnen nood zien verminderen en den tijd kunnen nemen noodig om te genezen, terzelfdertijd brood gevende aan hunne bejaarde ouders, aan hunne vrouwen en aan hunne kinderen.

Door de onderlinge bijstand, is de waardigheid van den werkmán vermeerderd, en heeft hij de vernedering van de bijzondere liefdadigheid niet moeten ondergaan.

Vrienden, Mijnwerkers,

Leest aandachtig het volgende :

De Maatschappij van Onderlingen Bijstand *L'Union des Mineurs* van Luik en omstreken verleent :

1. 1 frank vijftig centiemen per dag voor ziekte aan diegenen die eene bijdrage storten van fr. 1,50 per maand. Deze steun van een frank vijftig centiemen wordt aan den zieke gedurende zes maanden uitgekeerd. Maar de Maatschappij verlaat hare leden niet die in 't ongeluk zijn gebracht. Integendeel zij betaalt hun nog 1 frank per dag gedurende de 6 maanden die de 6 eerste volgen; zij schenkt 50 centiemen per dag gedurende het tweede jaar van de ziekte.

De Mutualiteit « L'Union des Mineurs » van Luik en omstreken verleent dus gedurende

twee jaren onderstand aan hare zieke leden

De Maatschappij verleent nog andere voordeelen :

a) Ieder lid dat ziek valt en het tijdverloop niet heeft vastgesteld door de koolmijn om recht te hebben op doctor en apotheker, kan zich doen verzorgen door de geneesheeren, aangenomen door de Maatschappij op de kosten dezer, tot beloop van 1 frank per bezoek en van 5 franken voor eene heilkundige operatie;

b) In geval van afsterven van een lid schenkt de Maatschappij aan de weduwe of aan hare erfgenamen de volgende sommen, naarvolgens den duur dat het lid deel uitmaakte van de Maatschappij, te weten :

Eene som van 20 fr. een jaar na zijne aansluiting; 30 fr. na twee jaren; 40 fr. na drij jaren en 50 fr. na vier jaren. De sommen worden betaald aan de recht-hebbenden, zooals volgt :

1^o aan den vader en aan de moeder van het overleden lid, indien de zoon onder het vaderlijke dak woont; 2^o aan zijne weduwe en aan zijne kinderen. (1)

Het bestuur onderzoekt de inrichting van de kostelooze geneeskundige hulp aan de familie en de apothekershulp aan het lid.

Vrienden, Mijnwerklieden,

Wij denken dat al die voordeelen die wij u komen voor te leggen de moeite waard zijn om uwe aandacht er eens op te vestigen.

Indien gij ernstig nadenkt, hebben wij de vaste hoop dat gij niet zult langer wachten om u talrijk te laten opschrijven als lid van *l'Union des Mineurs*. van Luik en omstreken.

LEON TROCLET,

P. S. — Men wordt lid in het lokaal, Quai de la Goffe, 3.

(1) Een bureel voor kostelooze inlichtingen en consultaties is alle vrijdagen open van 7 tot 9 uren 's avonds in 't lokaal Quai de la Goffe, 3.

Hoe meer de wetgeving zich zal bemoeien met de werklieden, hoe meer deze redens zullen hebben om zich te vereenigen.

Zooveel als degenen waard zijn die eene wet moeten toepassen, zooveel is deze waard; deze overweging welke wij ons maakten alvorens in *Le Combat* de vertaling te geven van een zeer gedocumenteerd artikel over de mijnwerkersrenten bij ongelukken in Duitschland, dringt zich nog aan onzen geest op wanneer wij de vluchtige — doch hoe leerrijke — ontleding lezen welke gezet Louis Bertrand onlangs in *L'Avenir Social* gemaakt heeft over de wet op de ongelukken, neergelegd door de Regeering.

De Kamer der Volksvertegenwoordigers zal dit voorstel bespreken en dan zonder veel veranderingen zal het wet worden.

Is het te vroeg om na te gaan welke dan de toestand voor den werkman zijn, en hoe hij het zal moeten aan boord leggen om er het meeste voordeel uit te trekken?

Wij denken van niet. Wij meenen dat wij deze twee punten van nu af moeten nagaan.

In tegenstrijdigheid van wat nu bestaat, zal de werkman niet meer moeten bewijzen voor de rechtbanken dat het ongeluk dat hem overkomen is te wijten is aan zijnen patroon volgens artikels 1382 en 1386 van het strafwetboek.

Zal hij zich daarom de armen mogen kruisen, zeker zijnde dat wanneer hem een ongeluk overkomt hij zal vergoed worden?

Wij beklagen hem zeer indien hij zoo denkt.

En vooreerst indien de wet aan den werkman het recht op vergoeding toekent, zij verplicht den patroon niet zich te voorzien — door de verzekering — tegen het risico van ongeluk dat zijne onderneming inhoudt; hij is vrij zich te verzekeren of niet.

Zeker verliest de werkman daarom zijn recht niet;

maar deze vrijheid zal voor gevolg hebben dat zijne schadeloostelling hem dikwijls zal ontsnappen.

Een voorbeeld waar dit zeer klaar is : de wet zegt : « *dat in geval van ongeluk de dood veroorzaakt hebbende, er aan de weduwe zal betaald worden eene vergoeding voor begrafeniskosten en daarboven eene levensrente gelijk aan het vierde van het middenloon van den verongelukte* ». Dit besluit heeft maar bekrachtiging, indien de patroon gehouden is het noodige kapitaal te storten om de betaling dezer rente te verzekeren.

Welnu, neem bijvoorbeeld een klein werkhuis, waar een werkman van 30 à 35 jaren, die vier franken daags verdient, gedood wordt.

Het kapitaal noodig om aan de weduwe eene levensrent te betalen zou 12000 à 14000 fr. bedragen.

En indien de patroon deze niet bezit?

En indien ze bezittende, hij tot allerhande wettelijke betwistingen of listen wil overgaan — zooals oneerlijke handelaars, die, voelende dat zij failliet gaan maken, alles op den naam hunner bloedverwanten plaatsen — om zich aan zijne verplichtingen te onttrekken?

Wat zal eens te meer de alleenlopende werkman doen, zonder geldelijke middelen, zonder voldoende kennis zijner rechten?

Op eene hulp van hoogerhand rekenen? De goede grap!

't Is op zich zelve dat hij moet rekenen, 't is te zeggen de groepen waar hij lid van is, die in zijn plaats de verdediging zijner belangen zullen op zich nemen.

Ziet hoe hier de noodzakelijkheid wederom uitschijnt van zich te vereenigen, te organiseeren. Ziet — buiten de diensten welke zij kunnen bewijzen ten allen tijde van 't jaar — welke hulp de maatschappijen van Onderlingen Bijstand hierbij zouden kunnen verleenen!

De wet zou er grondig bestudeerd worden; de meest verscheidene en besproken gevallen, de gevallen voor de rechtbanken bepleit zouden er onderzocht worden; en de schrijver — spoedig op de hoogte der rechts-

vraagstukken — zou gelast worden zijne vrienden voor het gerecht te gaan verdedigen. Aldus zou het wel een wonder zijn dat patroons aan hunne verplichtingen zouden ontsnappen.

Is er immers iets dat belet dat er eene bijzondere kast zou ingericht worden, waarvan de inzet tot dit doeleinde zou gebruikt worden? en dat in afwachting dat de wet op de ongelukken uitvoerbaar worde de inzet zoude gebruikt worden om de zaak der verongelukte arbeiders te steunen en de fout hunner patroons te bewijzen.

Terloops zij gezegd dat wat waar is voor de komende wet op de werkongevallen even waar is voor 'tis gelijk welke wet « werkerswet » genoemd.

Ander punt : in Duitschland, waar de herstelling der ongelukken verplichtend is, heeft men dikwijls vastgesteld dat doktoors, zonder reden, rapporten maakten in 't geheel niet voordeelig voor de werklieden.

Er zijn zelfs gevallen vermeld waar deze verslagen gemaakt waren volgens stukken van den dossier zonder dat de verminkte werkman onderzocht werd. Er is meer nog : werklieden zijn afgewezen geworden van hunne aanvraag op pensioen, onder voorwendsel dat zij hunne *onbekwaamheid tot werken gebaarden*.

Maar hier is de vrederechter geroepen uitspraak te doen, en waar zal hij zich op steunen; zoo niet op de gezegdens van den heelmeester die het ongeluk moest vaststellen?

Wie zegt ons dat de aangestelde dokters altijd meer geweten zullen hebben aan deze dan aan geene zijde der grens?

Voelt gij hier nog de noodzakelijkheid van opzicht, van kontrool en dus van den te volgen rechterlijken — en hoe ingewikkelden — weg goed te kennen? Dit zal nog de taak zijn van eenen goeden schrijver eener maatschappij van onderlingen bijstand.

En wanneer men in appel zal moeten gaan!

En wanneer, na uitspraak met 'takkoordstelling

tusschen de twee partijen, de toestand van den gewonden verergert, in welk geval eene herroeping volgens het voorstel, binnen de drie jaren toegelaten is?....

Wij zouden deze vragenlijst kunnen langer maken voor wat betreft de punten die door de werkersorganisaties spoedig zouden moeten opgelost worden. Blijven wij daarbij : 't is voldoende om te bewijzen dat op straf van zich niet te begeven op dien weg, het dikwijls zal gebeuren dat de herstelling der werkongevallen nul zal zijn of geheel onvoldoende en dat wat de wet als goed zou hebben kunnen leveren, door hare slechte toepassing zal vernietigd worden.

Vereenigt u, gezellen, 'tis te zeggen, wapent u! Vergeet niet dat men alleen de sterken vreest.

En om sterk te zijn moet gij u vereenigen.

A. LABOULLE.

Wanneer gij overtuigd zijt, en gij onder ons wenscht te komen, het is te zeggen, wanneer gij lid der *Maatschappij van onderlingen bijstand der Mijnwerkers* wilt worden, dan is het voldoende het hierbij gevoegde bulletijn af te scheuren en u bij een onzer geneesheeren aan te bieden, die u kosteloos zal onderzoeken.

Na dit onderzoek kunt ge u alle vrijdagen, van 7 tot 9 uren 's avonds, of den eersten zondag van iedere maand, in het lokaal : *La Populaire*, Quai de la Goffe, 3, aanbieden. Men zal er u als lid opschrijven.

Maatschappij van Onderlingen Bijstand - L'Union des Mineurs de Liège et des environs -

Maatschappelijke zetel : LA POPULAIRE, Quai de la Goffe, 3

AANVAARDINGSBULLETIJN

Naam van het lid
beroep

woonst
Ik, ondertekende, verklaar
onderzocht te hebben. Hij is door geen ziekte aangetast, en ik belang dat hij als lid der
Maatschappij kan aangeworven worden.

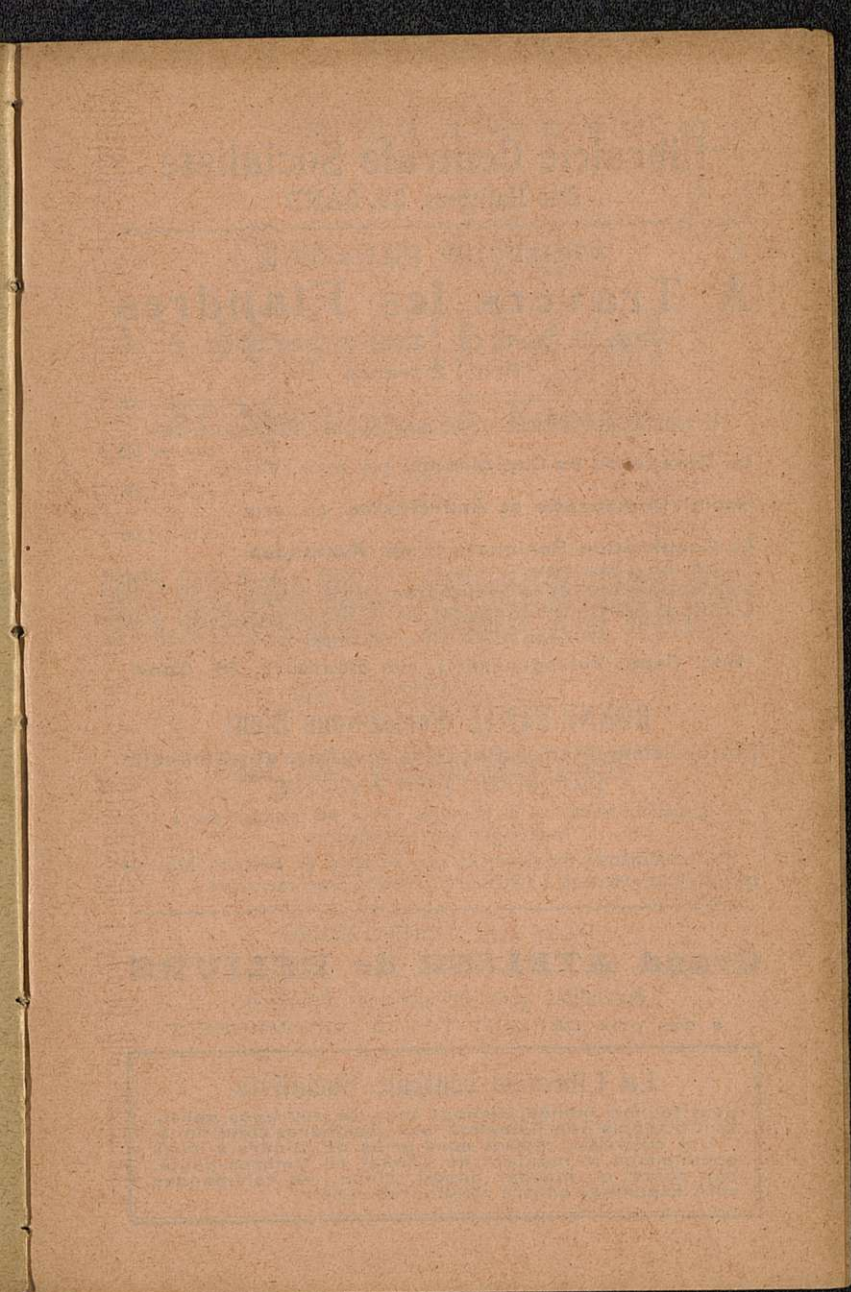
HANDTEEKEN :

GENESHEREN : DELCOMINETTE, rue des Croisesein, 3.

beaardiging van 8 tot 9 LAMBINET, rue Reynier, 37.

en van 1 tot 3 u. STENCHUYEN, boulevard Saucy.

Aanmerkingen :



Librairie Centrale Socialiste

Rue Hautport, 29, GAND

VIENT DE PARAÎTRE

A Travers les Flandres

PAR AUG. DEWINNE

Prix : 2 francs

Brochures spécialement recommandées aux Propagandistes

	pièce	par 100
La Décadence du Capitalisme, par Emile Vandervelde	0,10	7,00
Social-Démocratie et Anarchisme, par Léon Troclet.	0,10	7,00
La Coopération Socialiste et ses Avantages, par Eug. Rousseau	0,10	7,00
La Coopération et le Socialisme, par E. Anseele	0,05	3,00
L'Etat et les Charbonnages, par E. Vandervelde	0,05	3,00

Tous ces brochures sont éditées par la

Soc. Coop. Volksdrukkerij, rue Hautport, 29, Gand

BONNE SANTÉ (Portez-vous Bien)

Notions élémentaires d'hygiène populaire et rationnelle

par le D^r TERWAGNE

Excellent traité fort de 68 pages : Prix 10 francs le cent ;
franco par 500 exemplaires

Se recommande spécialement aux Sociétés de Secours Mutuels
qui ont tout avantage à distribuer ce livre à leurs membres.

DANS LES MÊMES USINES

Grand ATELIER de RELIURE

Spécialités pour Bibliothèques Ouvrières

à des prix DÉFIANT TOUTE CONCURRENCE

La Librairie centrale Socialiste

peut fournir immédiatement tous les ouvrages parus,
tant français que flamands aux meilleures conditions.

Les nouveaux clients sont priés de joindre à leurs
commandes le montant de l'achat en timbres-poste,
bon postal ou mandat postal. Sinon, les commandes
sont expédiées contre remboursement.

Leest mij met aandacht en elk zegge het voorts !

29
Samenwerkende Maatschappij

VOLKSRECHT

St-Janslaan, 11, Kortrijk

BELANGRIJKE SAMENSPRAAK

WETENSWAARDIG

voor alle Werkersgezinnen

GENT

Samenwerkende Volksdrukkerij, Hoogpoort, 29

1903

THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION

700 5TH AVENUE NEW YORK 17, N.Y.

Acquired from the Lenox Library

RECEIVED FROM THE NEW YORK PUBLIC LIBRARY

ASTOR LENOX TILDEN FOUNDATION

NEW YORK, N.Y.

SAMENSPRAAK

over de Samenwerkende Maatschappij

VOLKSRECHT

van Kortrijk

11, St-Janslaan, 11

Stadsgenooten,

Bemint uw profijt ! Samenwerking is macht !

GENT

Samenwerkende Volksdrukkerij, Hoogpoort, 29

—
1903

SAARLAND

DEUTSCHE SAARLAND

VOLEKSPRECHT

VAN DE OORLOG

II. St-Jansland, II

St-Jansland

St-Jansland is in de

SAMENSpraak

TUSCHEN

MARIA EN LIZA

Maria. — Goeien dag, Liza! Wat geluk u te zien! 't Is lang geleden dat wij elkander niet meer ontmoet hebben!

Liza. — 't Is waar! en ik ben waarlijk kontent eens mijn hart tegen eene oude kennis te kunnen openen.

Maria. — Zoo! is er bij u iets voorgevallen?

Liza. — God dank neen, Maria! maar de tijden worden van langs om slechter; het leven wordt duurder, alles slaat op, de patatten zijn slecht en daarbij zoo duur, en wat kan een werkmensch meer koopen met het mager daghuurke dat de man naar huis brengt. Daarbij 't is reeds mijn derde dat onlangs ter wereld kwam; ook langs dien kant vergroot dus de last.

Maria. — En krijgt gij niets van de armkamer, Liza?

Liza. — Zwijgt mij daarvan, Maria, zoover zou ik mij niet willen vernederen. Mijn man zegt dat dergelijke aalmoezen den werkmensch vernederen; dat iedereen met de vrucht van zijnen arbeid, ordentelijk zou moeten kunnen bestaan... en ik geef hem gelijk!

Maria. — Dat is heel schoon, maar wanneer zal dit komen? Liza, ik vind dat men alles moet medenemen wat men kan. Elk zorgt voor zijn eigen en hebben is hebben en krijgen is de kunst, zegt het spreekwoord! Zoo is het altijd geweest en zoo zal het altijd blijven bestaan!

Liza. — Ja Maria, ik weet wel dat gij meest allen zoo spreekt, maar ik ben nu eens van een tegenovergesteld gedacht!

Maria. — Hoe dan, dat gij niets zoudt aannemen wat gij gratis krijgen kunt; maar Liza waar zijn uwe gedachten toch?!

Liza. — Luistert Maria: Ik weet heel goed wanneer men iets van de armenkamer mag verwachten! Als men bevalt aan de heeren bestuurders of klerken; als men aan den sleep hangt der geestelijken en men de manier heeft om te kruipen en te bedelen, dan komt er iets van en wordt men bevoordeeld voor een ander, die het soms meer noodig heeft *en dit niet kan*. Welnu, ik ben eene van dezen die nooit zullen kunnen kruipen voor wat broodkaartjes.

Maria. — Maar windt u niet op, Liza, gij zijt natuurlijk niet verplicht! Mijn man is in de Gilde en ik gevoel wel dat wij daar voordeel door hebben.

Liza. — Zoo, uw man is in de Gilde?! Welnu de mijne niet!

Maria. — Maar hij is toch nooit bij de socialisten?

Liza. — Neen hij, maar wij eten toch brood der Cooperatie en mijn man leest het *Volksrecht*, dat hij wekelijks koopt voor een cent en weet gij wat er onlangs in te lezen stond!... « Dat de Gilde gesticht werd om het werkvolk te verdeelen in twee vijandelijke kampen. » En alzoo kunnen de patroons en andere politieke jannen voortgaan met het volk te pluimen en te bedriegen.

Maria. — Maar Liza, wat wilt gij met dit alles zeggen?

Liza. — Wat ik daarmede zeggen wil. Ten eerste dat gij meent voordeel te hebben met uw man in de Gilde te zijn, terwijl gij zulks te danken hebt aan de socialisten.

Maria. — En waarom?

Liza. — Waarom! Omdat de Gilde maar gesticht

werd na dat de socialisten zich opgericht hadden en om ze tegen te werken. En daardoor komt het Maria, omdat het werkvolk niet 'thoope spant, dat het niet evenals de rijken zijn recht mag doen gelden; dat het nog voor hongerlooonen moet werken en dat men het paait en troetelt met vernederende giften en schoone beloften.

Maria. — Maar Liza, wie maakte u dit alles wijs; ik moet bekennen dat hetgeen gij vertelt nog al waar is.

Liza. — Gij wilt het weten? Welnu mijn man, en luistert hoe hij overtuigd wordt en mij zijne overtuiging deed deelen. Elodie van nevens mijn deur koopt brood aan de cooperatie van het VOLKS-RECHT en eenmaal dat ik zonder stond gaf ze mij een van hare brooden in leening. Mijn man en ik moesten bekennen nog nooit zoo'n smakelijk brood geëten te hebben.

Maria. — Ja, dat heb ik nog hooren zeggen.

Liza. — Ik kocht verder soms een brood aan de kar en wij vonden er langs om meer smaak in.

Maria. — En geeft men wel de voordeelen die zij op hunne circulairen zetten?

Liza. — Ja, ja, wacht maar! Ik ging inlichtingen vragen bij mijne buurvrouw, die mij zegde dat men lid moest worden om van deze voordeelen te genieten.

Maria. — En betaalt men daar iets voor?

Liza. — Ja, men betaalt 1 frank op voorhand ofwel laat men dien aftrekken van zijn deel. Wanneer men zijn ontslag zou geven voor de eene of andere gegronde reden krijgt men zijn inleggeld terug.

Maria. — Maar hoe zijt gij van uw bakker afgeraakt? En moet men zijn brood niet op voordeel betalen bij de socialisten?

Liza. — Ha ja! dat is het voornaamste der historie Maria. Ik ook plakte en ik zag geen middel om van

het krediet af te geraken en mijn brood op voordeel te betalen, maar mijn man bracht mij uit de verlegenheid.

Maria. — Hoe dat Liza.

Liza. — Van zijn drinkgeld dat hij wekelijks verterde gaf hij mij geld voor twee brooden en ik zocht er nog twee bij te nemen. Zoo kocht ik 4 broodkaarten op voorhand en liet mij lid teekenen.

Maria. — Maar daarmee kwaamt gij niet toe voor gansch de week Liza?

Liza. — Neen Maria, 't was ook maar een begin en langzamerhand ben ik er toe gekomen al mijn brood te nemen aan de S. M. VOLKSRECHT.

Maria. — En is dat gegaan zonder moeilijkheden? Zijt gij kontent?

Liza. — Ja, ja, nu neem ik zoo gemakkelijk mijne broodkaarten op voordeel als ik vroeger ongemak had met te plakken!

Maria. — Maar Liza hoe regelt men dit met die broodkaarten?

Liza. — Wel, men koopt des Zondags aan de broodvoerders kaarten genoeg om gansch de week uit te zien; als er overschieten dienen zij voor de volgende week. Men mag ook kaarten op voordeel nemen zooveel als men wil.

Maria. — En hoeveel betaalt gij uw brood Liza?

Liza. — Het wit brood van 1 kilo 24 centiemen.

» » » van 1 1/2 » 36 id.

Het bruin brood » 1 » 20 id.

De groote bruine brooden 38 id.

En zeggen dat men verzekerd mag zijn goed en gezond brood te eten gebakken van eerste kwaliteit bloem.

Maria. — Maar dien prijs is hooger dan bij sommige andere bakkers der stad!

Liza. — Toe, Maria : gij rekent dan onzen deel niet mede!

Maria. — Dat versta ik niet goed, Liza!

Liza. — 't Is nochtans gemakkelijk om verstaan! Wij krijgen op 1 kilo wit brood van 24 centiemen 3 centiemen terug; op 1 wit brood van 36 centiemen 4 1/2 centiemen; op 2 kilos bruin brood ook 4 1/2 centiemen. Dat maakt eene teruggave van omtrent 15 %, zegt mijn man.

Maria. — Ha zoo! En hoe krijgt gij dit terug, Liza?

Liza. — Wij mogen dit alle 6 maanden ontvangen! Ik neem bijvoorbeeld 15 kilos wit brood per week; dat maakt op 6 maanden 390 of 780 's jaars. Daarvoor ontvang ik terug fr. 23,40, hetgeen weinig is, daar ik maar een klein huisgezin heb.

Gij met uw huisgezin zoudt minstens 60 à 70 frs. 's jaars deel hebben, moest gij uw brood nemen aan de S. M. VOLKSRECHT.

Is dat geen schoon appeltje tegen den dorst, Maria?

Maria. — Gij doet mij waterbekken, Liza. Maar hoe kan men weten hoeveel broodkaarten men gekocht heeft?

Liza. — Wel, alles is op uwe lidkaart geteekend door de broodvoerders, die 's Zondags komen verkoopen. Gij kunt alles nazien en controleeren!

Maria. — Alles gaat er dus op eerlijke wijze naartoe — en 't zijn werkmenschen die dit bestieren?

Liza. — Ja en dat het niemand beter zou doen, want mijn man heeft reeds al de boeken nagezien en niets gaat er verloren; centiemken voor centiemken is juist bevonden.

Maria. — Ik ga er toch mijn man over spreken, Liza. Wij zouden kunnen beginnen zooals gij gedaan hebt.

't Is gelijk van waar men zijn brood heeft, als het

maar goed is en men profijt doet... Maar er zijn nog andere voordeelen, geloof ik?

Liza. — Zeker, zeker! In den schoot der Maatschappij is een Zieken- en Werkeloozenfonds gesticht.

Maria. — Wat zegt ge, Liza?

Liza. — Wacht, ik zal het u beter uitleggen, Maria. Wanneer gij lid zijt der Samenwerkende Maatschappij VOLKSRECHT, betaalt gij wekelijks aan de broodvoerders 5 centiemen voor de kas van het Zieken- en Werkeloozenfonds.

Maria. — En wat krijgt gij daarvoor!

Liza. — Vooreerst bekomt het ingeschreven lid bij geval van ziekte of werkeloosheid, gedurende 6 weken, 7 brooden van 1 kilo per week.

Ten tweede: komt de vrouw van het lid in het kraambed, dan krijgt men voor eene week zooveel brood gelijk men er gewoonlijk neemt, plus een koeckenbrood ter waarde van 1,50 tot 2 franks.

Maria. — En hebt gij daar van genoten met uw uw laatste kinderbed?

Liza. — Neen ik, Maria; deze laatste voordeelen zijn nog maar kortelings aangenomen. Doch er is meer!

Maria. — Nog meer, zegt ge?

Liza. — Ja! Wanneer een lid ofwel zijne vrouw komt te sterven, bekomen de overlevenden van het huisgezin eene vergoeding volgens het broodverbruik.

Maria. — Ja en hoe doet men dat, Liza?

Liza. — Neemt men tot 5 brooden, dan bekomt men 5 fr.

Van 6 tot 10 brooden 10 fr.

Van 11 tot 15 brooden 15 fr.

Van 16 tot 20 en daarboven 20 fr.

Maria. — En al deze voordeelen voor die 5 centiemen per week?

Liza. — Ja, Maria, en men spreekt nog van ze te vermeerderen. Hoe meer leden er zullen bijkomen, hoe grooter de voordeelen zullen worden.

Maria. — Maar Liza, iedereen zou moeten lid worden der *Samenwerkende Maatschappij VOLKSRECHT!*

Liza. — Dat zeg ik ook Maria, in hun belang, voor hun profijt!

Maria. — En men moet van geen ander societeit deelmaken om lid te worden van de cooperatie uit het VOLKSRECHT!

Liza. — Neen, Maria, maar mijn man denkt er toch aan in 't kort lid te worden van de *Zickenbeurs Moyson* en later wel van de Vakvereeniging.

Maria. — Zoo, hij is dan van gedacht veranderd?

Liza. — Zijne oogen zijn opengestaan, Maria, en hij begint klaar te zien!

Maria. — Jammer dat de socialisten zulk een slechte naam hebben en zoo tegen de geestelijken en tegen de bazen zijn, niet waar Liza?

Liza. — Allemaal praatjes, Maria! Men geeft ze 'nen slechten naam uit belang, zooals ik u reeds vroeger zegde; ook omdat het maar werkmenschen zijn!

Maria. — 't Is waar, Liza! Als men het op iemand gezien heeft bijt alleman er naar; ook liggen de werkmenschen hier aan den band en moeten soms tegen hun gedacht medeklappen.

Liza. — Zoo is het, Maria! Het werkvolk zou meer moeten durven en in plaats van de gazetjes te lezen die gedurig tegen het volk schrijven, *Vooruit* en *Volksrecht* lezen. Dan zouden zij de waarheid leeren kennen en ondervinden wie de slechterikken en de valschaards zijn.

De socialisten zijn maar werkmenschen Maria, maar zij zijn vrij en trachten zich te verdedigen wanneer zij aangevallen zijn. Zij toonen de onrechtvaardigheid aan die in de wereld bestaat en daarom zijn de grooten er kwaad op en al het slecht dat ze van de socialisten uitstrooien is leugen en laster.

Maria. — Ja, ja, 't is wel gezegd! En nu tot later, Liza. Gij hebt mij overtuigd en ik beloof u, mijn man voor dergelijke waarheden te overhalen, daarbij verzekert ik u dat wij aan het VOLKSRECHT in 't kort ons brood zullen nemen.

Liza. — Goed zoo, Maria, ook zal men het u nog wel komen vragen! En in alle geval noodig ik u van nu af uit eens van het koekebrood te komen proeven dat wij op 1 Mei als geschenk van de Cooperatie ontvangen.

Maria. — Toegeslagen, ik zal komen.

Liza. — Maar zie daar komt juist Elodie! Haar man is een van de stichters en gij moest haar eens over de Samenwerking der Socialisten hooren klappen!

Maria. — Ja, ja, dat geloof ik. Ik weet dat ze kan klappen.

Liza. — Zij kan u spreken over de bilans en de rekeningen, alsook over de schoone feesten die kosteloos aan de coöperateurs van het VOLKSRECHT gegeven worden.

En als ze vertelt over de waarheden en over het nieuws dat in de socialistische bladen te lezen staat, alsook over de schoone boekwerken die in de bibliotheek van 't VOLKSRECHT te bekomen zijn, o dan!

En Maria, weet gij dat men in 't VOLKSRECHT ook 1^e kwaliteit van margarine verkoopt, gewaarborgd zuiver en goed, alsook manskleederen en schoenen in de confectie en op maat, aan de genadigste prijzen?

Maria. — Ja, Liza?

Liza. — Mijn man heeft een kostuum voor met de Paaschen en zijne zuster deed er een maken voor haren eerste kommuniékant en gij moogt gelooven dat het puike stukjes zijn. En als men lid is heeft men daar ook deel op.

Maria. — Ik ben waarlijk over dit alles verwonderd en ik ben grootelijks kontent dit alles te weten. Nu tot later, Liza, ik moet loopen om mijn eten gereed te maken.

Liza. — Tot later, Maria, en laat ons maar over de Cooperatie van 't VOLKSRECHT spreken bij onze gebuurvrouwen en kennissen, want al de werkmenschen van Kortrijk moeten bij hunne broeders, de socialisten, koopen hetgeen zij kunnen.

Aan de Werkersbevolking van Kortrijk

Wij zijn overtuigd dat onze samenspraak tusschen *Liza* en *Maria*, vele werkersgezinnen zal hebben doen nadenken en allen met den tijd lid zullen worden der Samenwerkende Maatschappij VOLKSRECHT.

Om deze argumenten nog meer kracht bij te zetten, laten wij hier eenige cijfers volgen, die klaar zullen aantoonen wat het volk door samenwerking kan tot stand brengen.

In de laatste **6 maanden** werden bij ons omtrent **100,000 kilos** brood verkocht, waarvoor als deel aan de leden omtrent **3000 franks** werd uitbetaald en waarvan sommigen voor hun part 60 à 70 frank opstreken.

Wij maken voortdurend vooruitgang, want heden

worden er omtrent 5000 kilos brood per week gebakken, hetgeen op de 6 maanden 120 à 130,000 kilos zal uitmaken.

Wij verkoopen Margarine eerste kwaliteit, hebben een lokaal met Klee- en Schoenwinkel, waar iedereen goed en ter trouw kan gediend worden.

Wij hebben een beheerder die bezoldigd is en 8 bedienden van den Klee- en Schoenwinkel. Welhaast zullen wij verplicht zijn 3 bakkers en 3 uitvoerders aan te stellen.

En zeggen dat dit op het duizendste deel niet mag vergeleken worden, bij de machtige instellingen onzer vrienden van Gent, Brussel, Jolimont, enz.

Hoeveel meer zou er ook te Kortrijk niet kunnen gedaan worden wanneer het volk malkander hielp en samenwerkte!?

Niemand zal betwisten dat het volk steeds als eene waardelooze massa aanzien werd. Niemand, noch kleinen noch grooten burger, was ooit den werkman genegen of bood hem de noodige hulp!

Nog zijn wij de verstootelingen, de slaven. Wij mogen voor hen werken, hen rijk maken, voor hen kiezen (1 stem tegen vier) en zij maken de wetten naar hun zin en geven ons wat zij kunnen missen.

Maar het socialisme brengt licht in de hersenen van vele werklieden, het brengt organisatie voor mannen, vrouwen en jongelingen en leert dat door Vereeniging en Samenwerking het volk eene onoverwinnelijke macht kan worden, dat het met den tijd ook zijne wetten zal kunnen stellen.

Wij weten dat het werkvolk van Kortrijk nog ten achter is, maar wij wanhopen niet. Morgen vroeg komt daar verandering aan.

Wij roepen uit volle borst onze werkbroeders der Guldensporenstad toe: Gedenkt uwe vrije en onafhankelijke voorouders! Vereenigt U in sterke banden en eischt in plaats van aalmoezen, een voldoende loon voor uwen lastigen arbeid! Weigert met fierheid allen onderstand, die ontzenuwt en U bindt aan uwe ergste verdrukkers! Spant allen samen en wordt lid der

Samenwerkende Maatschappij VOLKSRECHT, voor uw profijt, voor uw welzijn!

Socialisme brengt vrijheid, macht, de verlossing van het volk uit zijne slavenboeien.

Samenwerking is de leidsman, de ster die ons op deze baan voorlicht!

Leve de Samenwerking! Leve het Socialisme! Werklieden sluit U aan! Vereenigd zijn wij sterk, verdeeld machteloos!

DE BESTUURRAAD

der Samenw. Maatsch. VOLKSRECHT.

Op de bladzijde hiernevens is een bulletijn tot inschrijving gevoegd, welke gij kunt invullen, afscheuren en naar het VOLKSRECHT, St-Janslaan, 11, brengen of zenden, goed en duidelijk ingevuld; ofwel zullen onze vrienden bij u aan huis komen om uw antwoord af te halen.

Leest, overweegt dus goed!

Leden, neemt deze gelegenheid waar om ons overal aan te bevelen, om mede te helpen aan dit schoone en grootsche propagandawerk.

THE
JOURNAL
OF
THE
AMERICAN
MEDICAL ASSOCIATION
PUBLISHED WEEKLY
CHICAGO, ILL., U.S.A.
1917

THE
JOURNAL
OF
THE
AMERICAN
MEDICAL ASSOCIATION
PUBLISHED WEEKLY
CHICAGO, ILL., U.S.A.
1917

Bulletijn van Inschrijving

Ik ondergeteekende verlang lid te worden der Maatschappij

« **VOLKSRECHT** », St-Janslaan, 11, Kortrijk.

Naam :

Voornaam :

Woonst :

Итого:

Подписи:

Даны:

« ВОСКРЕСЕНІЕ », 21-го числа, 11-го года.

Въ означенномъ мѣстѣ, въ означенный день, въ означенное время.

Въ присутствіи всѣхъ присутствующихъ

One week's work

and a day

and a day

and a day

and a day

and a day

and a day

and a day

and a day

and a day

and a day

and a day

and a day

and a day

and a day

and a day

Leest! Leest!

Ons weekblad VOLKSRECHT
aan 1 cent

Wordt verkocht in gansch het arrondissement Kortrijk

Geeft plaatselijk nieuws
en behandelt de plaatselijke politiek

Koopt en leest **VOLKSRECHT**

Leest! Leest!

VOORUIT

het beste centblad dat verschijnt zeven maal per week

Spoedige en beste inlichtingen over al de gebeur-
tenissen van Binnen- en Buitenland

Geeft verslagen der Kamers in den kortst
mogelijken tijd

SCHOONE FEUILLETONS

Arbeidersbeweging der geheele wereld

Abonnement per post : fr. 2,50 voor 3 maanden

Bij de verkoopers zeven centen per week